

Positionspapier

Initiator*innen:

Titel: Travailler pour vivre et non vivre pour travailler

Antragstext

1. Qu'est-ce que le travail ?

Le travail est la base de notre vie en société et de toute création de valeur. Dans le système néolibéral dominant, on a une définition très restreinte du terme de travail. Par travail, on entend généralement les heures quotidiennes que beaucoup d'entre nous passent à travailler comme salarié·es dans une entreprise. Mais ce n'est pas que lorsqu'on gagne de l'argent que l'on travaille : aujourd'hui, la plus grande partie du travail ne perçoit pas de rémunération. À lui seul, le travail de *care* accompli dans le cadre privé du domicile dépasse le volume total du travail salarié en Suisse.[\(1\)](#)

Par travail du care, la JS entend tout travail de soin à autrui. Ce travail est fondamental pour le fonctionnement de la société et permet notamment aux gens d'accomplir jour après jour leur travail salarié.

Si personne n'élevait les enfants, ne préparait les repas, ne prenait soin des personnes âgées et ne faisait le ménage, notre société s'effondrerait tout simplement. Afin que notre définition garde une certaine précision, et donc sa pertinence politique, nous ne considérons le repos personnel pendant les loisirs comme du travail de *care* non-rémunéré que sous certaines conditions, à savoir quand celui-ci sert à se régénérer pour pouvoir assumer son rôle dans le système. Lorsqu'il sert à acquérir de nouvelles compétences pour son usage personnel ou quel l'activité n'a pas de but, nous ne le considérerons dans ce document pas comme du travail de *care* non-rémunéré. Mentionnons cependant que certaines approches au de recherche intègrent toutes ces activités dans leur définition.

Mais le travail accompli pour faire tourner notre société est encore loin de

26 se limiter à cela. Outre le travail de *care*, il y a encore les innombrables
27 heures de bénévolat accomplies dans des associations, et notre vie en
28 société est marquée par le travail politique, généralement pas ou peu
29 rémunéré.

30
31 Cette diversité du travail nous montre à quel point il est important de
32 définir ce terme clairement. C'est ce que nous allons faire ci-après : Par
33 travail, nous entendons toutes les activités conscientes accomplies dans le but
34 de satisfaire un besoin de la société ou d'individus. Il se distingue des
35 autres activités sociales en ce qu'il est prioritairement orienté et
36 structuré par l'échange. Le travail n'est pas nécessairement une activité
37 qu'on exerce à contrecœur, et une activité donnée n'est pas toujours un
38 travail. Par exemple, la cuisine peut viser à satisfaire ses propres besoins,
39 ou, dans d'autres situations, être un travail de *care*, par exemple si on
40 cuisine pour ses propres enfants, ou encore, dans le cas d'un·e
41 cuisinière·er, être un travail salarié.

42 Parmi tous les types de travail, le travail salarié est le seul à recevoir une
43 contrepartie qu'on peut échanger universellement et qui permet d'acheter le
44 produit du travail d'autres personnes. Cela lui confère une place unique dans le
45 système économique capitaliste.

46 **2. Le travail dans le capitalisme**

47 **Le travail salarié et ses fondements**

48 Le capitalisme se caractérise par la propriété privée des moyens de production.
49 Cela signifie que les entreprises, les machines et les outils servant à la
50 production sont en mains d'une poignée de capitalistes. Par conséquent, pour
51 subvenir à ses besoins, la majorité de la population est obligée de mettre sa
52 force de travail à disposition temporaire des capitalistes. En échange du
53 travail fourni, les travailleuse·eurs perçoivent un salaire : c'est le salariat.

54 Toutefois, comme le souligne Karl Marx [\(2\)](#), au sein du capitalisme, les
55 travailleuse·eurs ne sont pas rémunéré·es pour l'ensemble de la valeur
56 qu'ils·elles créent par leur travail, mais seulement à hauteur de ce qui est
57 nécessaire pour la reproduction de leur force de travail (se nourrir, se loger,
58 etc.), pour qu'elles·ils puissent à nouveau fournir le même travail le
59 lendemain. Le reste de la valeur produite est approprié par les capitalistes :
60 c'est la plus-value. La·e travailleuse·eur passe donc une partie de sa journée à
61 travailler gratuitement pour les capitalistes, c'est ce qu'on appelle le
62 surtravail. Plus le temps de travail est élevé, plus la part de surtravail et
63

64 donc de profit sera grande. Le salaire versé à la fin du mois est présenté comme
65 le gain de l'ensemble du travail de la/du travailleuse·eur, alors qu'il n'en
est toujours qu'une partie.

66 Sur la base de tout cela, on peut donc affirmer que le salariat est un rapport
67 d'exploitation.

68 Néanmoins, il faut noter que le salaire et la plus-value ne sont que des parts
69 d'une même valeur donnée, créée par le·la travailleuse·eur. Par conséquent, plus
70 le salaire est élevé, plus la plus-value est basse et inversement. C'est la
71 contradiction entre capital et travail. Le salariat n'est donc pas seulement un
72 rapport d'exploitation mais aussi un rapport de force, un terrain de lutte entre
73 capitalistes et travailleuse·eurs.

74 Toutefois, cette lutte est bien inégale. En effet, les capitalistes peuvent
75 recourir au chantage à l'emploi : si l'employé·e ne veut pas travailler
76 dans ces conditions et pour ce salaire, elle·il peut aller voir ailleurs et
77 quelqu'un·e d'autre sera très heureuse·eux de prendre sa place. Ce
78 chantage à l'emploi n'est possible que parce qu'il existe un excédent de
79 forces de travail. Ainsi, dans le capitalisme, la concurrence pousse les
80 capitalistes à substituer du capital au travail, en investissant sans cesse
81 dans des moyens de production plus performants. Il existe donc toujours un
82 surplus de travailleuse·eurs par rapport aux besoins de la production
83 capitaliste. Par conséquent, les travailleuse·eurs se retrouvent en
84 concurrence pour les emplois existants, ce qui permet aux capitalistes
85 d'exercer une pression sur les conditions de travail des personnes employées.
86 Cela nous permet de constater comment il est dans l'intérêt de la classe
87 capitaliste de maintenir un certain têt de chômage.

88 Enfin, au sein du capitalisme, le travail est synonyme d'aliénation.[\(3\)](#) En
89 effet, la finalité du travail d'un·e employé·e, soit la marchandise produite,
90 lui est extérieure. Le travail n'est pas synonyme de satisfaction de besoins et
91 d'affirmation de soi mais constitue simplement un moyen d'obtenir de l'argent
92 pour satisfaire ses besoins en dehors du monde du travail. C'est face à cette
93 injustice que se sont développés les mouvements ouvriers dès le début du XIXème
94 siècle. Leurs objectifs étaient et sont toujours la fin de la concurrence et le
95 dépassement du capitalisme.

96 Pour finir, le système capitaliste, et donc la réalisation de la plus-value, ne
97 peuvent se passer de l'exploitation du travail de *care* non-rémunéré, du Sud
98 global et de la nature. On n'attribue aucune valeur à ce travail (et à la
99 nature), qu'on voit comme une ressource naturelle et renouvelable.

100 L'exploitation salariale n'est donc que la pointe de l'iceberg. Cette théorie de

101 la subsistance, dite de l'école de Bielefeld, est la base d'une critique
102 féministe de la société.

103 **Oppression des femmes (4)**

104 Nous avons vu plus haut que le salaire correspond au montant nécessaire pour
105 reproduire la force de travail. Comme déjà dit plus haut, ce travail de *care*
106 non-rémunéré est nécessaire à la reproduction de la force de travail. Ce sont à
107 61,1% des femmes qui accomplissent ce travail.(5) Ce travail est donc approprié
108 gratuitement par les capitalistes dans le même temps qu'elles·ils achètent la
109 force de travail d'un·e travailleuse·eur.

110 Comme le souligne Silvia Federici (6), la construction d'un nouvel ordre
111 patriarcal mettant les femmes au service de la main d'œuvre masculine a
112 représenté un aspect essentiel du développement capitaliste. En effet, la mise
113 en place d'une division sexuelle du travail et la dévalorisation de la position
114 sociale des femmes ont permis au capitalisme d'allonger de manière extrêmement
115 importante la partie non payée de la journée de travail. Le salariat est donc
116 fondé sur l'oppression des femmes.

117 Le travail du *care* dépasse toutefois largement ce seul rôle de « production » et
118 de reproduction de la force de travail et constitue un travail essentiel pour le
119 fonctionnement de l'ensemble de la société. Dans le cadre du capitalisme, il est
120 néanmoins systématiquement « naturalisé » (7), invisibilisé et dévalorisé.(8)

121 Enfin, au cours du dernier demi-siècle, les femmes ont largement été intégrées
122 au sein du salariat. Ici aussi, les femmes sont structurellement discriminées.
123 Ainsi, en Suisse, elles touchent des salaires 19% plus bas en moyenne que leurs
124 homologues masculins.(9) Cette différence salariale se compose, à 44.3%, d'une
125 part "inexpliquée", et à 55.7% d'une part expliquée.(10) La première est due
126 directement au sexisme envers les femmes, lorsqu'elles sont moins bien payées
127 que leurs collègues masculins pour le même travail. Mais contrairement à ce que
128 prétend le discours bourgeois dominant, la part expliquée de cette différence
129 est également due directement aux discriminations, car elle tient
130 essentiellement au fait que les métiers typiquement féminins, comme les soins ou
131 la pédagogie, sont généralement moins bien rémunérés que les métiers typiquement
132 masculins. Cette différence est systémique, car l'histoire a montré à plusieurs
133 reprises que les salaires dans certains secteurs ont diminué dès que ceux-ci
134 sont devenus typiquement féminins et vice-versa.

135 Même si les discriminations salariales pénalisent énormément les femmes, la plus
136 grande partie des différences de revenus entre hommes et femmes ne vient pas de

137 la différence de rémunération du travail salarié, mais du fait que les femmes,
138 en raison de la charge importante que représente le travail de *care* non-
139 rémunéré, travaillent plus souvent à temps partiel, et gagnent donc moins. Les
140 discriminations salariales peuvent aussi peser dans la balance lorsqu'un couple
141 constitué d'un homme et d'une femme doit décider qui assumera la plus grosse
142 partie du travail de *care* : si le partenaire masculin gagne plus, il semble plus
143 pertinent économiquement que ce soit la femme qui renonce à une partie de son
144 salaire pour pouvoir assumer la double charge du travail salarié et du travail
145 non-rémunéré. Au final, le revenu total est inférieur de 108 millions de francs
146 à celui des hommes, et ce en raison des discriminations salariales et du travail
147 de *care* non-rémunéré.

148 **Exploitation du Sud Global [\(11\)](#)**

149 À cette division sexuelle du travail s'ajoute une division internationale du
150 travail. La division internationale du travail a été renforcée par le commerce
151 triangulaire entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe à partir du XVIIème siècle,
152 et s'est intensifiée depuis. En suggérant que la division internationale du
153 travail permettrait une forme de complémentarité spontanée entre les pays, la
154 théorie libérale des avantages comparatifs de Ricardo - qui postule que chaque
155 pays se spécialise dans les domaines dans lesquels il est le plus productif de
156 manière relative - masque totalement les rapports asymétriques et de domination
157 du Nord global sur le Sud Global

158 En effet, le colonialisme puis l'impérialisme ont donné lieu à une
159 spécialisation forcée des pays du Sud Global dans l'extraction et la culture de
160 biens primaires, avec un recours massif à l'esclavage et au travail forcé. Cela
161 a résulté dans une division internationale classique du travail qui a perduré
162 jusqu'aux années 1970, avec un monde en deux blocs : d'un côté le Nord Global,
163 avec une main d'œuvre qualifiée produisant des biens manufacturés et de l'autre
164 un Sud Global spécialisé dans l'extraction de matières premières avec une main
165 d'œuvre non-qualifiée. Si, aujourd'hui, un certain nombre de pays du Sud Global
166 sont industrialisés ou s'industrialisent, les conditions de travail y restent
167 extrêmement précaires, que ce soit au niveau des risques pour la santé et la
168 vie, du temps de travail, du salaire, ou encore des violations des droits
169 humains dans le cadre du travail, qui y sont fréquentes. Notre système
170 économique actuel est donc également fondé sur l'exploitation des
171 travailleuse·eurs dans le Sud Global.

172 **3. Les rapports de travail en Suisse**

173 **Le tournant néolibéral**

174 Au cours du XIXème siècle et jusqu'au milieu du XXème siècle, les luttes
175 syndicales globales ont toujours veillé à ce qu'au moins une partie des progrès
176 de la productivité soit reversée aux travailleuse·eurs, soit par une hausse des
177 salaires, soit une réduction du temps de travail. À l'époque, le salaire d'un
178 travail à plein temps suffisait souvent à nourrir une famille entière (= modèle
179 du pourvoyeur masculin). Cela impliquait aussi une division du travail
180 relativement stricte au sein de la famille. Les hommes accomplissaient le
181 travail rémunéré, et les femmes le travail de *care* non-rémunéré au sein du
182 ménage. Il en résultait pour les femmes une dépendance économique à leur
183 partenaire.

184
185 Dans ces dernières décennies, l'organisation des travailleuse·eurs en Suisse a
186 drastiquement changé. Après la chute de l'URSS, le dogme de l'absence
187 d'alternative au capitalisme s'est largement diffusé. Dès lors, on a fait de
188 moins en moins de concessions aux travailleuse·eurs, et le capital est passé à
189 l'offensive. Dans le même temps, la croissance économique du Nord global a
190 ralenti, et le capital a eu recours à la réduction de la part de revenu des
191 travailleuse·eurs pour continuer à réaliser des profits.
192 Ce fut le coup d'envoi du tournant libéral, qui a été également soutenu, voire
193 poussé, par la gauche dans de nombreux pays. On a alors démantelé les
194 réglementations, les protections sociales et la protection des droits des
195 travailleuse·eurs et privatisé de nombreux secteurs économiques. Les 99% sont
196 ainsi de plus en plus contraint·es d'accepter de mauvaises conditions de
197 travail.

198 Le néolibéralisme a ceci de perfide qu'il ne se limite pas à la sphère
199 économique au sens stricte, mais pénètre toute la société.
200 Le dogme libéral, selon lequel une politique en faveur des riches et une
201 concurrence accrue sont de bonnes choses, s'est également installé dans la tête
202 des 99%.

203 De plus, le néolibéralisme a également réussi à récupérer les mouvements
204 progressistes pour ses objectifs. Il a détourné la montée en puissance des
205 mouvements féministes et la révolte des femmes contre la division sexuelle du
206 travail pour faire massivement baisser les salaires. Alors que, par le passé, le
207 salaire du pourvoyeur masculin suffisait pour une famille entière, les deux
208 parents ont désormais dû travailler pour des salaires moins élevés. Les femmes
209 gagnaient toujours nettement moins que les hommes, et devaient en plus toujours
210 accomplir la plus grande partie du travail de *care* non-rémunéré. Cette situation
211 s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

212 **Les effets de la mondialisation**

213 L'augmentation du nombre de femmes dans le travail salarié a conduit à ce qu'il
214 y ait plus de personnes en recherche de travail pour moins d'emplois, ce qui a
215 permis de baisser les salaires. C'est de manière analogue que le capital a pu
216 tourner la mondialisation croissante à son intérêt. Avec la mobilité croissante
217 du capital, les travailleuse·eurs se retrouvent en concurrence à l'échelle
218 internationale, car les sièges sociaux des entreprises et les emplois peuvent
219 aisément se délocaliser dans un autre pays si nécessaire. Ce n'est pas seulement
220 les travailleuse·eurs qui sont en concurrence, mais des états entiers qui
221 adaptent leurs lois en fonction des souhaits du capital. Les prestations
222 sociales continuent d'être réduites à l'initiative des partis de la droite
223 bourgeoise en raison des pertes dues à la concurrence entre les sites et des
224 pertes fiscales, et le droit du travail est lui aussi sans cesse affaibli, par
225 crainte de voir disparaître des emplois.

226 À ce propos, il est important de souligner que dans d'autres pays, les coûts
227 salariaux et les conditions de travail sont nettement plus bas qu'en Suisse, à
228 tel point que la grande majorité des emplois industriels ont depuis longtemps
229 disparu de Suisse. Qui veut produire des chaussures bon marché le fera en Asie
230 ou en Europe de l'Est, et il leur importe peu que les salaires horaires montent
231 ou baissent de deux francs en Suisse. Les pays riches comme la Suisse se
232 développent de plus en plus vers une société de services, car contrairement au
233 travail dans la production, les services doivent souvent être fournis au moment
234 et à l'endroit où on les consomme. On peut acheter en Europe une chaussure
235 fabriquée en Chine, mais ce n'est pas le cas d'une coupe de cheveux. Si des
236 emplois peuvent être transférés à l'étranger, cela a généralement déjà été fait,
237 et pour ceux qui sont encore ici, un transfert n'est généralement pas possible
238 ou pas souhaité, car le niveau de formation élevé et la bonne infrastructure en
239 Suisse ont plus d'importance pour les entreprises que de faibles coûts
240 salariaux.

241 Comme les professions du secteur tertiaire ne peuvent pas être déplacées à
242 l'étranger, c'est souvent le chemin inverse qui est choisi, en particulier dans
243 le secteur à faibles salaires, et on attire en Suisse des travailleuse·eurs
244 migrant·es. C'est ce qu'on constate dans le secteur de la restauration, dans les
245 professions de soin, et en particulier dans les soins 24 heures du 24 dans les
246 ménages privés. Dans ce domaine, de chaînes du *care* se sont développées,
247 libérant les femmes des pays riches de la double charge du travail de *care* et du
248 travail rémunéré au détriment des migrant·es. Ainsi, chaque année ce sont des
249 milliers de migrant·es du *care* qui viennent d'Espagne, de France ou de Pologne,
250 attiré·es par de meilleures perspectives salariales. Le trou dans le secteur des
251 soins en Pologne est alors comblé par des migrant·es du *care* venant d'Ukraine.
252 La crise du *care* est ainsi systématiquement reportée sur les pays les plus
253 pauvres, situés tout en bas de la hiérarchie capitaliste. Dans de nombreux
254 domaines, le droit du travail suisses n'est pas appliqué à ces migrant·es du
255 *care*, et leurs salaires et leurs conditions de travail sont misérables. Les

256 permis de séjour sont étroitement liés à l'emploi, et ne sont souvent valables
257 que pour quelques mois, ce qui rend les migrant·es du *care* encore plus
258 vulnérables à l'exploitation.

259

260 La mise en concurrence des travailleuse·eurs dans le cadre de la mondialisation,
261 et en particulier l'individualisation et la concurrence accrue du
262 néolibéralisme, ont entraîné un net affaiblissement des syndicats et une baisse
263 du nombre de leurs membres au cours des dernières décennies. Les syndicats
264 permettent aux travailleuse·eurs de s'organiser ensemble pour lutter ensemble
265 pour de meilleures conditions de travail. En effet, des salarié·es organisés·es
266 sont plus difficiles à dresser les un·es contre les autres, et peuvent ainsi
267 faire pression ensemble pour de meilleures conditions de travail.

268 L'organisation syndicale a toujours été particulièrement forte dans les
269 professions industrielles classiques, donc en particulier dans les secteurs
270 d'activité qui ont perdu énormément d'importance en Suisse. L'organisation dans
271 le secteur des services est nettement plus difficile. Cela vient notamment du
272 fait que la ligne de séparation claire entre le travail et le capital est
273 beaucoup plus visible et perceptible dans les usines que dans le métiers des
274 services où il existe souvent une certaine solidarité entre les client·es et les
275 employé·es, ce qui pousse les travailleuse·eurs à s'investir davantage pour le
276 bien des client·es. Pour les personnes concernées, il est souvent plus facile de
277 faire grève sur un chantier que de refuser des soins à des patient·es
278 vulnérables.

279 **Les métiers du *care* et la maladie des coûts**

280 Pourtant, les métiers du *care* auraient suffisamment de bonnes raison de faire
281 grève. C'est le résultat d'évolutions qui ont pris de l'ampleur dans ces
282 dernières années. D'une part, le besoin en prestations de soin rémunérées
283 augmente, parce qu'on fait de moins en moins de travail de *care* dans le cadre
284 privé. D'autre par, le besoin en prestations de soins augmente, notamment parce
285 que parce que l'espérance de vie des certaines parties de la population a
286 augmenté. En outre, il devient plus difficile de concilier les soins privés et
287 le travail salarié, parce que les femmes travaillent de plus en plus, sans pour
288 autant que les hommes n'effectuent plus de travail de *care*. De même, lorsque les
289 revenus diminuent ou en raison de la réduction des prestations de l'État social,
290 les prestations de soins sont souvent transférées dans la sphère privée.
291 À cela s'ajoute le phénomène de la "maladie des coûts" : tandis que la
292 production de biens gagne en efficacité et requiert de moins en moins de travail
293 en raison des progrès technologiques, on ne peut souvent pas vraiment
294 rationaliser les services à la personne. On peut bien construire des voitures
295 plus vite, mais on ne peut pas s'occuper de quelqu'un plus vite et plus
296 efficacement. Il en résulte que la production de biens est de moins en moins
297 chère et que les services sont proportionnellement de plus en plus chers. Le

298 capitalisme ne peut y répondre que par deux pseudo-solutions : soit les
299 prestations dans le secteur des services deviennent plus chères, soit les
300 conditions de travail et les salaires dans ce secteur se détériorent
301 considérablement. Aujourd'hui, ce sont malheureusement les deux qui se
302 produisent.

303 **Branches basées sur le savoir et conséquences de la** 304 **digitalisation**

305 Outre le secteur des services en pleine croissance, une part croissante de la
306 création de valeur a lieu dans des branches basées sur le savoir comme
307 l'industrie pharmaceutique, la branche tech et dans le domaine de l'économie de
308 plateforme. Les plateformes, en particulier, comme Google, Uber ou Amazon, sont
309 une réponse directe à la numérisation et à l'aplatissement de la croissance
310 économique depuis les années 70. L'objectif n'est plus seulement de privatiser
311 les bénéfiques, mais de privatiser le marché en lui-même. Les profits de ces
312 plateformes sont générés par l'imposition de fait des personnes ou des petites
313 entreprises qui proposent leurs services sur ces plateformes. Cette pseudo-
314 indépendance signifie souvent que les règles traditionnelles du droit du travail
315 ne s'appliquent plus à elles·eux. Il en résulte des salaires précaires et
316 l'absence de cotisations sociales. La croissance de la "Gig Economy" mène
317 également à plus de missions spontanées ou de travail sur appel, ce qui rend les
318 temps de travail difficilement planifiables.

319 Par ailleurs, des mécanismes de surveillance renforcés s'étendent à l'ensemble
320 du monde du travail à partir des géants de la technologie et de la numérisation
321 accrue. Les collègues s'évaluent et se surveillent mutuellement et le travail
322 est soumis à un contrôle strict. Cela fait encore augmenter la pression et la
323 tendance à l'individualisation, ce qui mène souvent au burn-out. Le
324 décroissement accru du travail, [\(12\)](#) dû à l'obligation d'être joignable en
325 permanence et au télétravail, y joue également un grand rôle.

326 De plus, la digitalisation du monde du travail conduit à une transformation
327 rapide du paysage professionnel. Soyons clair·es : cela ne signifie pas que tous
328 les métiers vont disparaître, comme le laissent souvent croire les milieux
329 bourgeois. Mais on est en droit de supposer que la digitalisation est en train
330 de faire disparaître les emplois à moyennement qualifiés et pousse à une
331 évolution plus rapide des profils professionnels. Il est donc d'autant plus
332 nécessaire de créer et développer des offres de formation initiale et continue
333 accessibles tout au long de la vie.

334 Compte tenu de tous ces changements, nous sommes aujourd'hui confrontés à un
335 monde du travail salarié dans lequel les emplois atypiques et précaires se
336 multiplient tandis que la protection sociale se dégrade. Cela vient d'une part

337 du démantèlement social, et d'autre part du fait que les prestations sociales
338 liées au salariat continuent de présupposer des situations professionnelles
339 classiques, et ne tiennent pas suffisamment compte des parcours professionnels
340 atypiques et des situations professionnelles particulières.

341 Les jeunes, en particulier, sont souvent contraint·es, en début de carrière,
342 d'effectuer des stages mal voire pas rémunérés du tout rémunérés, tandis qu'une
343 personne de plus de 50 ans, si elle perd son travail, n'a presque aucune chance
344 d'en retrouver un.

345 Tout cela a eu pour conséquence d'aggraver l'insécurité et la peur des
346 travailleuse·eurs et nous a poussé dans un cercle vicieux de désolidarisation
347 et d'aggravation des conditions de travail.

348 Les gains de productivité ne profitent guère aux travailleuse·eurs, le pouvoir
349 d'achat des 99% stagne, les salaires dans les branches à bas salaires ont baissé
350 au cours de ces dernières années, alors que les hauts salaires s'envolent et que
351 les revenus du capital explosent. [\(13\)](#)

352
353 Ces évolutions des dernières décennies ont également des conséquences sur les
354 domaines de travail non commercialisés. Depuis le tournant néolibéral, ce sont
355 surtout les personnes peu privilégiées qui se retiennent de plus en plus du travail
356 politique et du bénévolat. Parallèlement, la charge du travail de *care* non-
357 rémunéré augmente particulièrement pour les personnes à faibles revenus, parce
358 que du travail s'est déplacé de la sphère rémunérée à la sphère non-rémunérée. Le
359 "travail sur soi" a également augmenté avec la montée en puissance du dogme
360 néolibéral du développement personnel. [\(14\)](#)

361 **4. Le rôle social du travail**

362 Lorsqu'on parle du travail et de son rôle social, il est important de ne pas
363 réduire le travail à sa forme que l'on connaît dans le salariat ou, plus
364 généralement, tel qu'il est dans le capitalisme. Si, au sein du capitalisme, le
365 travail est synonyme d'exploitation, d'aliénation, de concurrence et de
366 domination pour les femmes et le Sud Global, le travail en lui-même peut en
367 réalité jouer un rôle social central. Le travail est pour les personnes un moyen
368 de s'affirmer, de réaliser leurs désirs, de s'épanouir physiquement et
369 intellectuellement et d'interagir avec leur environnement. Pour expliquer ce que
370 cela signifie, on peut prendre l'exemple des personnes retraitées. Souvent,
371 celles-ci continuent de travailler après leur retraite, que ce soit par exemple
372 en s'occupant de leur jardin ou en commençant de nouvelles hobbies comme la
373 poterie ou la construction de meubles. Ces activités ne les forcent pas à vendre
374 leur force de travail et elles peuvent tout de même prendre part à la société de
375 façon autonome. Le travail n'est donc pas quelque chose de négatif en soi ni

376 quelque chose dont il faut souhaiter la disparition mais une activité sociale et
377 humaine centrale, qu'il faut simplement libérer du joug capitaliste.

378 **5. Notre vision socialiste**

379 En tant que socialistes, nous considérons que la prospérité doit revenir aux
380 personnes dont le travail l'a rendue possible. Cela doit commencer ici et
381 maintenant, par une amélioration des conditions de travail et une augmentation
382 massive des salaires et des prestations sociales. Il est particulièrement
383 nécessaire d'agir dans les secteurs à bas salaires, qui emploient beaucoup de
384 femmes et de migrant·es. Les futurs gains en productivité devront également être
385 répercutés sur les 99%, par exemple par une augmentation des salaires ou une
386 réduction du temps de travail. À long terme, nous préférons la deuxième option,
387 car l'économie et la production ne peuvent pas croître infiniment sur une
388 planète aux ressources finies. De plus, une réduction du temps de travail
389 salarié laisse enfin plus de temps au travail non rémunéré. À long terme, nous
390 avons besoin d'un monde dans lequel toutes les formes de travail ont le même
391 poids et la même reconnaissance. De manière analogue à ce que présente la "4-in-
392 1 perspective" de Frigga Haug, tout le monde devrait disposer chaque jour de
393 quatre heures pour le travail politique, quatre heures pour le travail sur soi,
394 quatre heures pour le travail de *care* et quatre heures pour le travail rémunéré.
395 Il ne faut pas voir cela comme une règle stricte, mais plutôt comme une
396 boussole. L'important est que toutes les formes de travail soient également
397 valorisées, et que travail rémunéré et non-rémunérés soient répartis de manière
398 équitable. Les différents domaines de travail doivent être organisés de manière
399 totalement différente d'aujourd'hui, et de manière nettement plus démocratique.
400 C'est justement pour cela qu'il faut que tout le monde ait plus de temps à
401 consacrer au travail politique.

402 La question de savoir ce qu'on doit produire doit se résoudre avant tout par une
403 planification démocratique. Les prix des biens de consommation doivent être
404 adaptés à la garantie de bonnes conditions de travail. En outre, il faut
405 conserver une certaine marge de manœuvre en dehors de la planification, pour
406 permettre des innovations privées et l'autodétermination des activités.

407
408 La propriété collective des moyens de production doit à l'avenir devenir la
409 règle, car elle confère aux gens un pouvoir effectif sur l'économie, et donc sur
410 le travail qui les occupe. L'ensemble des services qui couvrent des besoins
411 fondamentaux comme le logement, la santé, la formation, la production de denrées
412 alimentaires et le travail de *care* doit appartenir aux services publics. Une
413 part conséquente de la production doit être organisée en coopératives, c'est-à-
414 dire dans des entreprises appartenant collectivement aux travailleuse·eurs. Le
415 niveau de planification et de contrôle démocratique doit être décidé au cas par

416 cas. L'objectif est d'appliquer la maxime démocratique qui dit que les personnes
417 doivent avoir le droit de participer à toutes les décisions qui les concernent.

418 Outre les secteurs économiques organisés par l'État ou les coopératives, de
419 petites entreprises privées qui produisent en dehors de la planification sont
420 également envisageables. Elles devront cependant toujours respecter les
421 principes de la démocratie économique et ne pas contredire les directives de
422 base de planification.

423 Outre les changements fondamentaux que représentent la planification de
424 l'économie et la propriété collective des moyens de production, il faut encore
425 une régulation stricte des conditions de travail et de l'ensemble de l'économie.

426 Le travail salarié doit être un droit pour tous·tes. Cette garantie d'emploi ne
427 signifie toutefois pas que les personnes doivent être contraintes au travail
428 salarié. Au contraire : il faut, pour mettre fin à l'actuelle contrainte
429 implicite au travail salarié, mettre en place un revenu de base confortable,
430 accessibles à toutes les personnes qui n'ont pas de revenus salariaux. Nous
431 pensons notamment aux personnes qui effectuent d'autres formes de travail (p. ex
432 du travail de *care*), qui ne se sentent pas capable de travailler, ou qui
433 suivent une formation. Ce revenu de base devrait être à un niveau qui permette
434 de réaliser la "4-in-1 perspective" mentionnée ci-dessus. Il s'agit ainsi de
435 lutter contre une surévaluation du travail salarié par rapport aux autres types
436 de travail.

437 **6. Revendications**

438 En vue du passage à un monde du travail socialiste, la JS pose les exigence
439 suivantes pour un travail correct pour tous·tes :

440 **Un droit du travail fort dès maintenant !**

- 441 • Le droit à la déconnexion

- 442 • Interdiction des stages obligatoires avant l'apprentissage

- 443 • Indemnité minimale pour les stagiaires et durée maximale d'engagement d'un
444 an

- 445 • Droit à des horaires de travail planifiables
- 446 • Interdiction du travail sur appel sans salaire mensuel minimum fixe et
447 temps de travail minimum garanti
- 448 • Inscription dans la loi d'un pourcentage minimum de postes fixes à durée
449 indéterminée dans chaque entreprise

450 **Les fruits du travail aux travailleuse·eurs !**

- 451 • Pour un salaire minimum mensuel de 5000 francs
- 452 • Au moins 6 semaines de vacances pour tous·tes
- 453 • Écart salarial maximal de 1:5 dans toutes les entreprises
- 454 • Quota maximal de revenus du capital de 20% : le reste des revenus versés
455 doit revenir aux travailleuse·eurs

456 **Pour une vraie démocratie, le pouvoir et les décisions dans** 457 **les mains des 99% !**

- 458 • Les entreprises privées de plus de 20 employé·es doivent être organisées
459 démocratiquement, le personnel des SA et des Sàrl doit disposer d'au moins
460 50% des voix lors des réunions des actionnaires et des assemblées
461 d'entreprises
- 462 • Droit de préemption pour les employé·es lors des ventes d'entreprises
- 463 • Droit de grève illimité

464 **Pour une revalorisation du travail non-rémunéré et une**
465 **protection sociale inconditionnelle !**

- 466 • Mesures globales pour une société féministe, afin de répartir plus
467 équitablement le travail de *care* non-rémunéré. (Voir les papiers de
468 position féministes de la JS).

- 469 • Semaines de 25 heures avec salaire inchangé

- 470 • Droit au travail à temps partiel pour tous·tes

- 471 • Introduction d'une pension populaire couvrant toutes les formes de travail

- 472 • Extension de la caisse publique d'assurance-accidents à tout les emplois
473 et aux maladies psychiques.

- 474 • Garantie d'emploi complète

- 475 • Revenu de base garanti pour tous·tes, plutôt que de balloter les
476 personnes d'une assurance contre les pertes de revenus à une autre

- 477 • Droit à la formation gratuite, y compris la formation continue

- 478 • Assurances sociales dans toutes les situations professionnelles, y compris
479 pour les travailleuse·eurs de l'économie de plateforme et les faux
480 indépendant·es

481 **Contre les discriminations, en Suisse et partout !**

- 482 • Renversement du fardeau de la preuve en cas de discrimination salariale,
483 contrôles réguliers par une autorité indépendante est sanctions en cas de
484 discrimination

- 485 • Transparence des salaires
- 486 • Même droits au même endroit : même droit du travail pour les migrant·es
- 487 • Normes minimales pour les conditions de travail dans la production de
- 488 biens importés

489 **Note de bas de page**

490 (1)Cf. Swissinfo 2021, URL: [https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-](https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-arbeit-equal-pay-frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden)
491 [pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-](https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-arbeit-equal-pay-frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden)
492 [arbeit-equal-pay-](https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-arbeit-equal-pay-frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden)
493 [frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden](https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-arbeit-equal-pay-frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden)
494 [-](https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-arbeit-equal-pay-frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden)
495 [\).](https://www.swissinfo.ch/ger/gender-bilanz-der-pandemie--noch-eine-generation-laenger-bis-zur-gleichstellung-gender-gap-care-arbeit-equal-pay-frauen/46741028#:~:text=Care%20Arbeit%20in%20Zahlen,7%2C9%20Milliarden%20Stunden) (consulté le 02.01.2022).

495 (2)MARX Karl, Salaires, prix et profits, 1865

496 (3)MARX Karl, Manuscrits de 1844

497 (4)Ce papier utilise délibérément le terme de "femmes" et renonce à
498 l'abréviation FLINTA. Cela s'explique par le manque de données statistiques
499 concernant les personnes trans, inter, agenres et non-binaires, ce ne permet pas
500 de faire avec certitudes des affirmations concernant leur oppression dans le
501 domaine du travail. Cette absence de données statistiques est extrêmement
502 problématique, et montre combien ces identités sont négligées. Cependant, il
503 serait problématique de remplacer "femmes" par FLINTA, car nous ne savons pas
504 clairement si toutes les identités sont discriminées de la même manière. Ce
505 serait une forme d'inclusivité simpliste et erronée.

506 (5)Cf. SSP, <https://vpod.ch/themen/gleichstellung/care-arbeit/> (consulté le
507 03.01.2022).

508 (6)FEDERICI Silvia, Caliban et la sorcière, 2014 (traduction française)

509 (7)La naturalisation du travail du care signifie que l'on considère que les
510 femmes savent effectuer les tâches du travail du care de façon innée, sans avoir
511 besoin d'apprendre des compétences car elles seraient liées à la nature

512 féminine.

513 (8)La naturalisation du travail du care signifie que l'on considère que les
514 femmes savent effectuer les tâches du travail du care de façon innée, sans avoir
515 besoin d'apprendre des compétences car elles seraient liées à la nature
516 féminine.

517 (9)[https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/travail/egalite-](https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/travail/egalite-salariale/bases/chiffres-et-faits.html)
518 [salariale/bases/chiffres-et-faits.html](https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/travail/egalite-salariale/bases/chiffres-et-faits.html)

519 (10)Cf. OFS 2021, URL: [https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeit-](https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeits-erwerb/loehne-erwerbseinkommen-arbeitskosten/lohniveau-schweiz/lohnunterschied.html)
520 [erwerb/loehne-erwerbseinkommen-arbeitskosten/lohniveau-](https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeits-erwerb/loehne-erwerbseinkommen-arbeitskosten/lohniveau-schweiz/lohnunterschied.html)
521 [schweiz/lohnunterschied.html](https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeits-erwerb/loehne-erwerbseinkommen-arbeitskosten/lohniveau-schweiz/lohnunterschied.html) (consulté le 03.01,2022).

522 (11)Pour plus de développements sur cette thématique, nous vous renvoyons au
523 papier de position « Halte à l'exploitation du Sud Global”, adopté lors de
524 l'Assemblée des délégué·e·s du 10 novembre 2019.

525 (12) Le décroisement du travail désigne la dissolution croissante des
526 structures temporelles, spatiales et matérielles du travail rémunéré. Au sens
527 strict, on entend souvent par là la dissolution des frontières entre le travail
528 rémunéré et la vie privée.

529 (13)[https://www.sgb.ch/fileadmin/redaktion/docs/mk-](https://www.sgb.ch/fileadmin/redaktion/docs/mk-cp/200706/140d_DL_KS_Verteilungsbericht_2020.pdf)
530 [cp/200706/140d_DL_KS_Verteilungsbericht_2020.pdf](https://www.sgb.ch/fileadmin/redaktion/docs/mk-cp/200706/140d_DL_KS_Verteilungsbericht_2020.pdf)

531 (14)Cf. Laurie Penny “Fleischmarkt” 2012, p. 8 sq.